

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2012/14484]

10 JANVIER 2013. — Arrêté royal portant approbation du troisième avenant au contrat de gestion portant sur la période 2008-2012, conclu entre l'Etat et la SA SNCB

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, les articles 4 et 5;

Vu l'avis du Comité consultatif des Usagers auprès du groupe SNCB, donné le 26 septembre 2012;

Vu l'approbation du Conseil d'administration de la SA SNCB, donné le 1^{er} octobre 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 septembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 octobre 2012;

Vu l'avis de la Commission paritaire nationale, donné le 26 septembre 2012;

Sur la proposition du Ministre des Entreprises publiques et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le troisième avenant au contrat de gestion portant sur la période 2008-2012, conclu entre l'Etat et la SA SNCB, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a les Entreprises publiques dans ses attributions et le ministre qui a la Mobilité dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Entreprises publiques,
P. MAGNETTE

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
M. WATHELET

Annexe à l'arrêté royal du 10 janvier 2013 portant approbation du troisième avenant au contrat de gestion portant sur la période 2008-2012, conclu entre l'Etat et la SA SNCB

Troisième avenant au contrat de gestion portant sur la période 2008-2012, conclu entre l'Etat et la SA SNCB

1. Adaptations et ajouts suite aux constatations de la commission spéciale chargée d'examiner les conditions de sécurité du rail en Belgique à la suite du dramatique accident survenu à Buizingen

Un article 27bis. Plan d'action en vue de prévenir les dépassements de signaux, rédigé comme suit, est inséré :

« La SNCB participe activement au développement par Infrabel du « Plan d'action en vue de prévenir les dépassements de signaux 2012-2015 ».

Ce plan d'action sera complété si nécessaire, en tenant compte de l'analyse et des recommandations relatives aux dépassements de signaux du SSICF.

Le plan d'action contient des indicateurs de prestation objectivement vérifiables qui permettent le monitoring de son application; son objectif est de réduire annuellement au cours de la période 2012-2015 le nombre de dépassements de signaux pour lesquels le point critique a été dépassé, par train-kilomètre parcouru sur les voies principales et sur les voies secondaires qui donnent accès aux voies principales. Le nombre de dépassements de signaux (tels que définis précédemment) au cours de l'année 2010 sert de référence.

L'Etat belge demande à la SNCB de viser d'ici 2015, conjointement avec infrabel, les autres opérateurs ferroviaires et le SSICF, une diminution globale du niveau de risque conformément à ce que prévoit l'article 61bis.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2012/14484]

10 JANUARI 2013. — Koninklijk besluit houdende goedkeuring van het derde bijvoegsel bij het beheerscontract voor de periode 2008-2012, gesloten tussen de Staat en de NV NMBS

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, artikelen 4 en 5;

Gelet op het advies van het Raadgevend Comité van de Gebruikers bij de NMBS-groep, gegeven op 26 september 2012;

Gelet op de goedkeuring van de Raad van Bestuur van de NV NMBS, gegeven op 1 oktober 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 september 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 17 oktober 2012;

Gelet op het advies van de Nationale Paritaire Commissie, gegeven op 26 september 2012;

Op de voordracht van de Minister van Overheidsbedrijven en van de Staatssecretaris voor Mobiliteit en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het als bijlage bij dit besluit gevoegde derde bijvoegsel bij het beheerscontract voor de periode 2008-2012, gesloten tussen de Staat en de NV NMBS, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De minister bevoegd voor Overheidsbedrijven en de minister bevoegd voor Mobiliteit zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 januari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Overheidsbedrijven,
P. MAGNETTE

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
M. WATHELET

Bijlage bij het koninklijk besluit van 10 januari 2013 houdende goedkeuring van het derde bijvoegsel bij het beheerscontract voor de periode 2008-2012, gesloten tussen de Staat en de NV NMBS

Derde bijvoegsel bij het beheerscontract voor de periode 2008-2012, gesloten tussen de Staat en de NV NMBS

1. Wijzigingen en toevoegingen naar aanleiding van de bevindingen van de bijzondere commissie belast met het onderzoek naar de veiligheid van het spoorwegennet in België naar aanleiding van het dramatisch treinongeval in Buizingen

Een artikel 27bis. Actieplan preventie seinvoorbijrijdingen, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« De NMBS werkt actief mee aan de opstelling door Infrabel van het « Actieplan preventie seinvoorbijrijdingen 2012-2015 ».

Dit actieplan zal zo nodig aangevuld worden, rekening houdend met de analyse en de aanbevelingen over seinvoorbijrijdingen van DVIS.

Het actieplan bevat objectief verifieerbare kernprestatie-indicatoren die de monitoring van de uitvoering mogelijk maken en streeft na dat het aantal seinvoorbijrijdingen per gereden treinkm in hoofdspoor en in bijspoor dat toegang geeft tot hoofdspoor, waarbij het gevaarlijke punt bereikt wordt, jaarlijks daalt over de periode 2012-2015. Hierbij worden het aantal seinvoorbijrijdingen (zoals hierboven gedefinieerd) in het jaar 2010 als referentie genomen.

De Belgische Staat vraagt aan de NMBS om samen met Infrabel, de andere spoorwegoperatoren en DVIS tegen 2015 een globale vermindering van het risiconiveau te beogen, in overeenstemming met hetgeen bepaald is in artikel 61bis.

La SNCB réalise sa part du plan et rapporte trimestriellement les informations nécessaires à Infrabel qui transmet un rapport consolidé au Ministre des Entreprises publiques, au Service Entreprises publiques et Politique ferroviaire (ci-après « SEPPF ») et au SSICF. Ce rapportage comprend, si nécessaire, les mesures correctrices prises par la société pour atteindre son objectif.

Les éventuels compléments apportés au plan sont envoyés à ces mêmes parties.

La SNCB et ses conducteurs de train communiquent immédiatement au point de contact disponible à cet effet auprès d'Infrabel tous les problèmes de signalisation rencontrés.

La SNCB collabore à l'élaboration par Infrabel de plans d'action spécifiques pour tous les signaux dépassés plus d'une fois au cours d'une période de 24 mois, si un conducteur de train de la SNCB a été impliqué dans au moins un de ces dépassements.

Ce plan d'action spécifique doit être disponible au plus tard trois mois après la constatation du deuxième dépassement et la SNCB met en œuvre la partie du plan qui la concerne dans les six mois qui suivent la constatation du deuxième dépassement.

Dans le cas de dépassements de signal pour lesquels le point critique a été dépassé, une action sera prise aussi vite que possible. ».

Un article 27ter. Culture de la sécurité, rédigé comme suit, est inséré :

« La SNCB établit un « Plan d'action pour une culture et une discipline de sécurité applicables opérationnellement ».

Ce plan d'action décrit de quelle manière la SNCB peut évoluer vers une organisation en apprentissage avec une culture d'entreprise axée sur la prévention et l'apprentissage par l'expérience.

La SNCB recherche la possibilité de faire concorder ce plan d'action avec Infrabel.

Ce plan d'action fait l'objet d'un premier audit effectué par le SSICF afin de fixer une mesure de référence du niveau actuel de la culture de la sécurité existante au sein de l'entreprise. Cet audit comportera également un benchmarking portant sur les cultures et disciplines de sécurité qui existent dans d'autres secteurs sensibles en matière de sécurité et qui sont transposables opérationnellement.

Trois ans après la réalisation de l'audit initial, le SSICF effectuera un audit de suivi qui doit permettre de mesurer les résultats obtenus.

Au plus tard le 30 juin 2013, la SNCB envoie ce plan d'action et, dès qu'ils seront disponibles, le benchmarking et les résultats des audits aux Ministres des Entreprises publiques et de la Mobilité, au SEPPF et au SSICF. ».

Un article 61bis. Investissements dans la sécurité de l'exploitation, rédigé comme suit, est inséré :

« Pour la fin de 2023, tout le matériel roulant que la SNCB utilise pour ses missions de service public sera équipé de l'ETCS comme cela est décrit dans son « Plan directeur pour le déploiement de l'ERTMS » et en tenant compte des risques qui sont décrits dans ce document.

Tout le matériel roulant que la SNCB utilise pour ses missions de service public doit être équipé de la fonctionnalité TBL1+ d'ici le 31 décembre 2013.

Elle respecte le calendrier suivant en ce qui concerne le taux d'équipement des engins de traction et des postes de conduite :

64 % d'ici fin 2011;

92 % d'ici fin 2012;

100 % d'ici fin 2013.

Dès que le taux maximal de couverture en terme d'efficacité est atteint, le niveau de risque pourra être réduit de 75 % par rapport à 2010, l'année de référence.

La SNCB établit tous les trois mois un rapport sur l'état d'avancement de l'installation de systèmes de protection automatiques des trains sur le matériel roulant.

De NMBS voert haar aandeel van dit plan uit en levert hierover driemaandelijks de nodige informatie aan Infrabel die een geconsolideerd rapport overmaakt aan de Ministers van Overheidsbedrijven, en van Mobiliteit, de Dienst Overheidsbedrijven en Spoorbeleid (hierna « DOS ») en DVIS. Deze rapportering bevat desgevallend de corrigerende maatregelen die de vennootschap neemt om haar doelstelling te halen.

Eventuele aanvullingen van het plan worden aan dezelfde partijen toegestuurd.

De NMBS en haar treinbestuurders geven onverwijld alle problemen die zij ondervinden op vlak van de seininrichting door aan het daartoe bij Infrabel beschikbaar zijnde meldpunt.

De NMBS werkt mee aan de opstelling door Infrabel van specifieke actieplannen voor alle seinen die meer dan eenmaal voorbijgereden werden in een periode van 24 maanden, indien een NMBS-treinbestuurders betrokken was bij minstens één van deze seinvoorbijrijdingen.

Dit specifiek actieplan is beschikbaar uiterlijk drie maanden na de vaststelling van de tweede seinvoorbijrijding en de NMBS voert haar aandeel uit binnen de zes maanden na de vaststelling van de tweede seinvoorbijrijding.

Indien het een seinvoorbijrijding betreft waarbij het gevaarlijke punt werd bereikt, zal er zo snel mogelijk actie ondernomen worden. ».

Een artikel 27ter. Veiligheidscultuur, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« De NMBS stelt een « Actieplan operationeel toepasbare veiligheids-cultuur en veiligheidsdiscipline » op.

In dit actieplan wordt aangegeven op welke wijze de NMBS kan evolueren naar een lerende organisatie met een bedrijfscultuur gericht op preventie en leren uit ervaring.

De NMBS onderzoekt de mogelijkheid om dit actieplan af te stemmen met Infrabel.

Dit actieplan wordt een eerste maal door DVIS geauditeerd om een nulmeting op te stellen van het huidige niveau van de aanwezige veiligheidscultuur. Deze audit zal eveneens een benchmarking bevatten over operationeel toepasbare veiligheidscultuur en veiligheidsdiscipline in andere veiligheidsgevoelige sectoren.

Drie jaar na afloop van de initiële audit zal DVIS een opvolgingsaudit uitvoeren die moet toelaten om de bereikte resultaten te meten.

De NMBS stuurt, uiterlijk 30 juni 2013, dit actieplan en, van zodra deze beschikbaar zijn, de resultaten van de audits en de benchmarking aan de Ministers van Overheidsbedrijven, en van Mobiliteit, DOS en DVIS. ».

Een artikel 61bis. Investerings in exploitatieveiligheid, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Tegen eind 2023 zal al het rollend materieel dat de NMBS inzet voor de openbare dienstverlening, uitgerust zijn met ETCS zoals beschreven in haar « Masterplan Implementatie ERTMS » en rekening houdend met de daarin opgenomen risico's.

Tegen uiterlijk 31 december 2013 is al het rollend materieel dat de NMBS inzet voor de openbare dienstverlening uitgerust met de functionaliteit van TBL1+.

Zij leeft hierbij de volgende planning na wat betreft de uitrustingsgraad van de tractievoertuigen en de stuurposten :

64 % tegen einde 2011;

92 % tegen einde 2012;

100 % tegen einde 2013.

Zodra de maximale efficiëntiedekkingsgraad bereikt is, zal het risiconiveau met 75 % kunnen verminderd worden ten opzichte van het referentiejaar 2010.

De NMBS stelt driemaandelijks een rapport op over de voortgang van de installatie van automatische treinbeveiligingssystemen op het rollend materieel.

Ce rapport est transmis dans le mois qui suit la fin de chaque trimestre au Service Entreprises publiques et Politique ferroviaire et au SSICF. Le rapport décrit l'avancement physique du projet.

La SNCB se concerta avec infrabel afin de faire concorder au mieux l'installation des systèmes de sécurité sur l'infrastructure et le matériel roulant, de sorte que le niveau de sécurité visé soit atteint.

Un article 85*bis*. Introduction d'un système d'asset management, rédigé comme suit, est inséré :

« La SNCB introduira d'ici fin 2012 un système d'asset management en vue d'une gestion optimale de l'exploitation, l'entretien, la maintenance et du renouvellement de son matériel roulant, et ceci en vue d'une efficacité des coûts maximale et d'une justification des moyens consacrés. Ce système contiendra des indicateurs clé de prestation (ICP) objectivement vérifiables. ».

Article 88, après le point 4 terminant par « ... pour chacune des activités citées au point 3. a), b) et c), comme visé à l'article 87 », il est inséré un point 5 rédigé comme suit :

« 5. L'état d'avancement des installations ETCS/TBL1+... ».

Article 89, après le deuxième alinéa terminant par « ... en même temps que les membres de ce dernier. », il est inséré un troisième alinéa rédigé comme suit :

« La SNCB répond de manière complète et de façon pertinente dans les délais prévus aux questions posées par le SPF MT concernant la sécurité de l'exploitation. ».

Un article 89*bis*. Transfert réciproque de connaissances dans le domaine de la sécurité de l'exploitation, rédigé comme suit, est inséré :

« La SNCB et le SPF MT s'accordent mutuellement accès à leurs domaines de connaissances en matière de sécurité de l'exploitation, aux conditions à fixer ensemble. ».

Un article 102*ter*. Charge de travail conducteurs de trains, rédigé comme suit, est inséré :

« La SNCB collabore avec un expert externe afin de rechercher les causes sous-jacentes des « erreurs humaines » commises par des conducteurs de train dans le cadre d'incidents d'exploitation (prévention secondaire).

Cette enquête tient compte des résultats pertinents des études que la SNCB a fait réaliser sur la manière de fonctionner des conducteurs de train.

Le but est également que, via l'étude, le nombre d'incidents soit réduit (prévention primaire). L'étude livrera, au plus tard le 31 décembre 2012, des explications basées sur une recherche scientifique approfondie dans les domaines techniques (ergonomie), social (temps de conduite et de repos), psychique (ergonomie cognitive), médical (aptitude au travail) et organisationnel (tableaux de service). Les conclusions de l'étude se traduiront en un plan d'action visant à réduire le risque de dépassements de signaux.

La SNCB transmet pour le 31 décembre 2012 au plus tard un rapportage intermédiaire sur l'avancement de l'enquête au Ministre des Entreprises publiques et au Service Entreprises publiques et Politique ferroviaire. Ce rapportage comporte les mesures éventuelles qui, à ce stade, auront déjà été identifiées par l'enquête. ».

2. Modifications et ajouts aux relations financières entre l'Etat et la SNCB

Un article 62*bis*. Financement du nouveau matériel roulant de la SNCB, rédigé comme suit, est inséré :

« Conformément à la décision du Conseil des Ministres, le financement de l'achat de 21 automotrices électriques AM08 (Desiro) lot 2 sera assuré par la SNCB Holding.

Le règlement du financement fera l'objet d'une convention entre l'Etat, la SNCB Holding et la SNCB. ».

Article 65, après le troisième alinéa, se terminant par « ... augmenté de 22.634 k€₂₀₁₀ à partir de 2010. », les alinéas suivants, rédigés comme suit, sont insérés :

« En 2012, le montant affecté à la SNCB pour les investissements est diminué une seule fois de 108.050 k€₂₀₁₂ en raison du financement alternatif de l'achat de nouveau matériel roulant en 2012, comme décrit à l'article 62*bis*.

En 2012, le montant total alloué aux trois sociétés pour les investissements est diminué de 50.000 k€₂₀₁₂, dont 25.600 k€₂₀₁₂ pour la SNCB.

Pour réaliser ces économies :

- le Groupe SNCB devra faire des économies qui ne mettent pas en péril la sécurité du rail;

Dit rapport wordt binnen de maand na afloop van elk kwartaal overgemaakt aan de Dienst Overheidsbedrijven en Spoorbeleid en DVIS. Het rapport beschrijft de materiële voortgang van het project.

De NMBS overlegt met Infrabel om de installatie van veiligheidssystemen in de infrastructuur en rollend materieel optimaal of te stemmen zodanig dat het beoogde veiligheidsniveau nagestreefd wordt.

Een artikel 85*bis*. Inleiding systeem van asset management, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« De NMBS zal tegen einde 2012 een systeem van asset management introduceren met het oog op een optimaal beheer van de uitbating, het onderhoud, de instandhouding en de vernieuwing van haar rollend materieel, en dit met het oog op maximale kostenefficiëntie en verantwoording van de bestede middelen. Dit systeem zal objectief verifieerbare kern prestatie-indicatoren (KPI) bevatten. ».

Artikel 88, na het vierde punt, eindigend met « ... voor telkens de onder punt 3. a), b) en c) genoemde activiteiten, zoals bedoeld bij artikel 87 », wordt een punt 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« 5. de vordering van de installaties van ETCS/TBL1+... ».

Artikel 89, na de tweede alinea, eindigend met « ... tegelijkertijd met de verzending ervan aan zijn leden. », wordt een derde alinea ingevoegd, luidend als volgt :

« De NMBS antwoordt volledig, pertinent en binnen de afgesproken termijnen op vragen van de FODMV met betrekking tot de exploitatieveiligheid. ».

Een artikel 89*bis*. Wederzijdse kennisoverdracht exploitatieveiligheid, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« De NMBS en de FODMV verlenen wederzijds toegang aan elkaars kennisdomeinen met betrekking tot de exploitatieveiligheid tegen onderling af te spreken voorwaarden. ».

Een artikel 102*ter*. Werkbelasting treinbestuurders, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« De NMBS werkt samen met een externe expert om op zoek te gaan naar de onderliggende oorzaken van « human errors » begaan door treinbestuurders in het kader van exploitatie-incidenten (secundaire preventie).

Dit onderzoek houdt rekening met de relevante resultaten van de studies die de NMBS eerder liet uitvoeren naar het functioneren van de treinbestuurders.

Het is tevens de bedoeling via de studie het aantal incidenten te verminderen (primaire preventie). De studie zal tegen uiterlijk 31 december 2012 duiding geven op basis van grondig wetenschappelijk onderzoek in het technische (ergonomie), het sociale (rij- en rusttijden), het psychische (cognitieve ergonomie), het medische (fit for the job) en het organisatorische (dienstroosters) domein. De bevindingen van deze studie zullen resulteren in een gericht actieplan om het risico op seinvoorbijrijdingen te verlagen.

De NMBS zal tegen uiterlijk 31 december 2012 een tussentijdse rapportering over de stand van zaken van het onderzoek overmaken aan de Minister van Overheidsbedrijven en de dienst Overheidsbedrijven en Spoorbeleid. Deze rapportering bevat de eventuele maatregelen die op dat ogenblik al geïdentificeerd werden naar aanleiding van het onderzoek. ».

2. Wijzigingen en toevoegingen aan de financiële relaties tussen de Staat en de NMBS

Een artikel 62*bis*. Financiering van nieuw rollend materieel NMBS, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Overeenkomstig de beslissing van de Ministerraad, wordt de financiering van de aankoop van 21 elektrische motorstellen AM08 (Desiro) lot 2 verzekerd door de NMBS-Holding.

De regeling van de financiering zal het voorwerp uitmaken van een overeenkomst tussen de Staat, de NMBS-Holding en de NMBS. ».

Artikel 65, na de derde alinea, eindigend met « ... verhoogd met 22.634 k€₂₀₁₀ vanaf 2010. », worden de volgende alinea's ingevoegd, luidend als volgt :

« In 2012 wordt het bedrag dat aan NMBS wordt toegekend voor de investeringen eenmalig verminderd met 108.050 k€₂₀₁₂ wegens de alternatieve financiering van de aankoop van nieuw rollend materieel in 2012, zoals beschreven in artikel 62*bis*.

In 2012 wordt het totale toegekende bedrag aan de drie vennootschappen voor investeringen verminderd met 50.000 k€₂₀₁₂, waarvan 25.600 k€₂₀₁₂ voor de NMBS.

Om deze besparing uit te voeren :

- zal de NMBS-groep besparingen doorvoeren die de spoorwegveiligheid niet in het gedrang brengen;

- un montant d'au moins 15.000 k€₂₀₁₂ doit être économisé sur les dépenses du Groupe en matière d'ICT. ».

Article 73, après le quatrième alinéa, se terminant par « ... la mesure sur les comptes de la SNCB. », un cinquième alinéa, rédigé comme suit, est inséré :

« Cette dotation d'exploitation annuelle est diminuée de 24.031 k€₂₀₀₉ en 2009, de 31.517 k€₂₀₁₀ en 2010 et de 31.577 k€₂₀₁₁ en 2011 pour compenser l'application à tout le Groupe SNCB, de la mesure concernant l'exonération du paiement du précompte professionnel, plus particulièrement pour la partie de cette exonération pour les activités qui n'entrent pas en concurrence avec des entreprises privées. En 2012, cette diminution est évaluée à 32.507 k€₂₀₁₂. ».

Article 73, après le cinquième alinéa, se terminant par « ... diminuée avec 22.634 k€₂₀₁₀ à partir de 2010 en raison de l'application des normes IFRS. », l'alinéa suivant est inséré :

« En 2010, cette dotation d'exploitation annuelle est augmentée de 1.205 k€₂₀₁₀ en raison de la redevance pour le Service de Sécurité et d'Interopérabilité des Chemins de fer, et augmentée de 392 k€₂₀₁₀ en raison de la redevance pour l'Organisme d'enquête sur les accidents et incidents ferroviaires.

Ces augmentations de la dotation d'exploitation compensent en partie les redevances que la SNCB devait en 2010 à ces services pour le nombre de kilomètres-train qu'elle a parcourus en exécution de ses missions de service public. ».

Article 74, après le deuxième alinéa, se terminant par « ...qui ne peuvent dès lors pas être dépassés. », l'alinéa suivant est inséré :

« Cette limitation ne concerne que la dotation annuelle globale pour la gratuité en faveur des voyageurs pour les déplacements domicile-lieu de travail. La répartition des montants pour la part STIB et la part SNCB est indicative et sera adaptée en tenant compte des coûts réels à charge de la SNCB. ».

L'article 74 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La compensation s'élève à 3.200 k€₂₀₀₈ en 2008, à 20.878 k€₂₀₀₉ en 2009, à 23.068 k€₂₀₁₀ en 2010 et à 24.916 k€₂₀₁₁ en 2011. ».

L'article 79 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La compensation s'élève à 3.295 k€₂₀₀₈ en 2008, à 3.684 k€₂₀₀₉ en 2009, à 3.412 k€₂₀₁₀ en 2010 et à 3.498 k€₂₀₁₁ en 2011. ».

Un article 85bis. Simulation des coûts, rédigé comme suit, est inséré :

« Tous les ans, pour le 30 juin de l'année t+1 au plus tard, la SNCB fournit au service Entreprises publiques et Politique ferroviaire les informations nécessaires sur l'année t par relation et structure des coûts dans un format Excel ou compatible, de telle façon que le modèle de simulation pour l'application du Règlement (CE) 1370/2007 puisse être adapté aux chiffres actuels et que d'autres simulations puissent être exécutées. ».

3. Annexe

Annexe 7. — Aperçu des dotations

L'annexe 7 du contrat de gestion, approuvée par l'arrêté royal du 26 octobre 2010, est remplacée par l'annexe 7 jointe au présent avenant.

Bruxelles, le 10 janvier 2013.

R. GAYETOT,
Directeur général

M. DESCHEEMAECCKER,
Administrateur délégué

M. WATHELET,
Secrétaire d'Etat à la Mobilité

P. MAGNETTE,
Ministre des Entreprises publiques

- zal er voor minstens 15.000 k€₂₀₁₂ op de ICT-uitgaven van de Groep worden bespaard. ».

Artikel 73, na de vierde alinea, eindigend met « ... op de rekeningen van de NMBS. », wordt een vijfde alinea's ingevoegd, luidend als volgt :

« Deze jaarlijkse exploitatietoelage wordt verminderd met 24.031 k€₂₀₀₉ in 2009, met 31.517 k€₂₀₁₀ in 2010 en met 31.577 k€₂₀₁₁ in 2011 als compensatie van de maatregel aangaande de vrijstelling van betaling van bedrijfsvoorheffing voor de hele NMBS-groep, meer bepaald voor het aandeel in die vrijstelling voor de activiteiten die niet in concurrentie treden met private bedrijven. In 2012 is deze vermindering geraamd op 32.507 k€₂₀₁₂. ».

Artikel 73, na de vijfde alinea, eindigend met « ... verminderd met 22.634 k€₂₀₁₀ vanaf 2010 wegens de toepassing van de IFRS-normen. », wordt de volgende alinea ingevoegd :

« In 2010 wordt deze jaarlijkse exploitatietoelage verhoogd met 1.205 k€₂₀₁₀ wegens de heffing voor de Dienst Veiligheid en Interoperabiliteit van de Spoorwegen en verhoogd met 392 k€₂₀₁₀ wegens de heffing voor het Onderzoeksgaan voor ongevallen en incidenten op het spoor.

Deze verhogingen van de exploitatietoelage compenseren een gedeelte van de heffingen die de NMBS in 2010 aan deze diensten verschuldigd was voor het aantal treinkilometer dat zij aflegde in uitvoering van haar opdrachten van openbare dienst. ».

Artikel 74, na de tweede alinea, eindigend met « ... die derhalve niet mogen worden overschreden. », wordt de volgende alinea toegevoegd :

« Deze beperking heeft alleen betrekking op de globale jaarlijkse toelage voor de kosteloosheid voor de reiziger van woon-werkverplaatsingen. De uitsplitsing tussen de bedragen voor het MIVB-aandeel en het NMBS-aandeel is indicatief en wordt aangepast rekening houdend met de werkelijke kosten gedragen door de NMBS. ».

Artikel 74 wordt aangevuld met een alinea, luidend als volgt :

« De compensatie bedraagt 3.200 k€₂₀₀₈ in 2008, 20.878 k€₂₀₀₉ in 2009, 23.068 k€₂₀₁₀ in 2010 en 24.916 k€₂₀₁₁ in 2011. ».

Artikel 79 wordt aangevuld met een alinea, luidend als volgt :

« De compensatie bedraagt 3.295 k€₂₀₀₈ in 2008, 3.684 k€₂₀₀₉ in 2009, 3.412 k€₂₀₁₀ in 2010 en 3.498 k€₂₀₁₁ in 2011. ».

Een artikel 85bis. Kostensimulaties luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Jaarlijks, tegen uiterlijk 30 juni van het jaar t+1 bezorgt de NMBS aan de Dienst Overheidsbedrijven en Spoorbeleid de nodige informatie over het jaar t per relatie en kostenstructuur in Excel of compatibel, zodat, het simulatiemodel voor de toepassing van Verordening (EG) 1370/2007 kan aangepast worden met actuele cijfers en zo verdere simulaties kunnen uitgevoerd worden. ».

3. Bijlage

Bijlage 7. — Overzicht toelagen

De bijlage 7 van het beheerscontract goedgekeurd met het koninklijk besluit van 26 oktober 2010 wordt vervangen door de bijlage 7, gevoegd bij dit bijvoegsel.

Brussel, 10 januari 2013.

R. GAYETOT,
Directeur-generaal

M. DESCHEEMAECCKER,
Gedelegeerd bestuurder

M. WATHELET,
Staatssecretaris voor Mobiliteit

P. MAGNETTE,
Minister van Overheidsbedrijven

Bijslage 7 : Overzicht toelagen

De hierna volgende tabellen geven een indicatief overzicht van de toelagen voor de NMBS-Groep, zoals gekend of geraamd op het ogenblik van de voorbereiding van de derde bijvoegsels bij de beheerscontracten 2008. De werkelijk aan de Groep betaalde bedragen zijn bepaald na toepassing van de diverse contractuele herzieningsformules.

I Exploitatie

	Contracten 2005			Contracten 2008				
	2005 EUR	2006 EUR	2007 EUR	2008 EUR	2009 EUR	2010 EUR	2011 EUR	
NMBS	781.026	856.123	894.280	903.671	934.726	916.105	936.440	966.564
B.73 Relizigers				882.372	890.665	870.221	888.202	914.356
	Totaal basis 2008			398.818	412.290	414.121	423.156	435.618
	Basis contract 2005	689.734	704.783	376.868	391.041	391.041	391.041	391.041
	Basis contract 1997 geïndexeerd (+L26)			13.615	14.075	14.137	14.446	14.871
	Tarifaire maatregelen 2000	12.886	13.147	13.350	13.615	14.075	14.446	14.871
	Suppl. retributie (FSI)	300.000	306.550	311.282	317.472	328.196	336.654	346.166
	Suppl. retributie 2 (transfer infra)			42.947	44.398	44.595	45.588	46.910
	Transfer "Infrastructuur"			75.424	77.972	78.318	80.027	82.383
	Basis	71.273	72.829					
	Transfer Infra (1.74)		41.469					
	Vermindering schoolreiskaarten		20.400					
	Virtou-Athus-Rodange-Arlon		172					
	Liège-Maastricht		600					
	Transfer infra (1.74) + Holding							
	Liège-Maastricht							
	Transfer infra (1.74) + Holding							
	Bijdrage certificatie kwaliteit			12.794	13.226	13.575	13.975	14.375
	DVIS / STAF	(2)	-364	-248	-301	-302	-309	-318
			183	81				
B.73	Herstructurering FSI vanaf 2009			-3.411	-3.427	-3.427	-3.501	-3.604
B.73	Compensatie investeringsbesparingen 2009			6.000	6.000	10.045	10.264	10.566
B.73	Vrijstelling bedrijfsvoorheffing			-24.031	-24.031	-31.517	-31.577	-32.507
B.73	Impact IFRS			-22.634	-22.634	-23.129	-23.811	-24.500
B.73	Compensatie van de heffing DVIS			1.205	1.205	0	0	0
B.73	Compensatie van de heffing Onderzoeksgaan			392	392	0	0	0
B.76	HST Binnenland		7.149	7.233	6.330	6.468	6.658	6.858
B.77	Brecht (Noorderkempen)		0	1.101	2.041	2.086	2.147	2.208
	Basisdotatie			1.147	2.032	2.041	2.086	2.147
	Vermindering			-1.147	-931			
GEN	Rollend Materieel		4.500					
	Transfer naar H.86		-4.500					
B.75	GEN		20.200	23.550	28.700	23.068	24.916	25.785
B.74	Woon-Werk Verkeer							
B.79	GO-Pass			3.295	3.684	3.412	3.498	3.720
B.78	OMNIO + BIM			2.300	0	0	0	2.300
B.80	Diabolo				23	183	183	183
I.74	Infrastructuur		456.526	425.138	434.998	433.108	433.646	433.646
	Totaal basis 2008							
	Basis contract 2005		457.684	467.676	432.787	430.817	430.817	430.817
	Transfer naar NMBS			456.304	456.331	456.331	466.331	466.331
	Bijdrage certificatie kwaliteit			-8.709	-9.003	-9.240	-9.513	-9.826
	Transfer							
	NMBS (B.73)			-72	-73	-74	-76	-78
	Astrid		-41.469					
	SS/ICF / STAF							
		(2)	-2.333	-1.591	-1.931	-1.940	-1.982	-2.040
			1.175	522				
I.74	Variabiliteit							
I.74	Herstructurering FSI vanaf 2009			-1.281	-1.281	-2.170	-3.714	-3.823
I.74	Compensatie investeringsbesparingen 2009			-324.785	-324.785	-326.227	-333.345	-343.161
I.74	Vrijstelling bedrijfsvoorheffing					10.045	10.264	10.566
I.74	Impact IFRS			-14.472	-14.472	-19.058	-19.098	-19.061
I.74	Compensatie van de heffing DVIS			69.616	71.136	73.235	73.235	73.235
I.74	Compensatie van de heffing Onderzoeksgaan			698	698	698	698	698
I.75	Uitbating GEN			227	227	227	227	227
			2.291	1.330	1.336	1.366	1.406	1.406

Inclusief de "onder-dotaties" in cursief

Dotatie contract 2005 geïndexeerd

Dotatie contract 1997 geïndexeerd

Dotatie contract 1997 geïndexeerd

Bijvoegsel 1 contract 2005 (MR 20/07/2006)

in 2007 in de basisdotatie opgenomen

in 2007 in de basisdotatie opgenomen

Bijvoegsel 1 contract 2005 (MR 20/07/2006)

Bijvoegsel 1 contract 2005 (MR 20/07/2006)

Dotatie contract 2005 geïndexeerd

Dotatie contract 2005 geïndexeerd

Dotatie contract 2005 geïndexeerd

Neutrale Transfer

Forfait

Forfait

Bijvoegsel 1 (Conclaat 23-10-2008)

Bijvoegsel 1 (MR 23-10-2008) - 6 en 10 Mio EUR 2009

Bijvoegsel 1 (MR 06-03-2009) + bijvoegsel 3 - reële bedragen

2009-2011 + raming voor 2012

Bijvoegsel 2

Bijvoegsel 3

Bijvoegsel 3

Nieuwe bedragen aangepast aan de reële cijfers

Dotatie contract 2005 geïndexeerd

Vermindering voor periodes zonder treinen

Dotatie contract 2005 geïndexeerd tot en met 2012

Voorziening 2005 behouden + 2008 verminderd + bijvoegsel 3 :

reële bedragen in courante k EUR

Handhaving principe contract 2005 (Provisie) + bijvoegsel 3 :

reële bedragen van 2009-2011 + raming voor 2012 (in courante

k EUR)

Voorziening

Voorziening

Inclusief de "onder-dotaties" in cursief

Dotatie contract 2005 geïndexeerd

Neutrale Transfer

Forfait

Forfait

Bijvoegsel 3 : reële bedragen

Bijvoegsel 1 (MR 23-10-2008) (-3,3 Mio voor NMBS)

Bijvoegsel 1 (MR 23-10-2008)

Bijvoegsel 1 (MR 06-03-2009) + bijvoegsel 3 - reële bedragen

2009-2011 + raming voor 2012

Bijvoegsel 2

Bijvoegsel 3

Bijvoegsel 3

Dotatie contract 2005 geïndexeerd tot en met 2012

NMBS-Holding

H.78	Infrastructuur	Totaal basis 2008	164.612	186.554	193.188	201.794	205.099	217.761	222.001	228.261	Inclusief de "onder-dotaties" in cursief
	Basis		165.030	168.633	171.236	169.883	172.110	182.128	185.590	190.778	Dotatie contract 2005 geïndexeerd
	Transfer naar NMBS					174.642	180.541	181.344	185.300	190.756	Neutrale Transfer
	Bijdrage certificatie kwaliteit					-4.085	-4.223	-4.242	-4.335	-4.462	Forfait
	SSICE / STAF		-842	-574	-531	-674	-697	-700	-715	-736	Forfait
		(2)	424	188							
H.78	Vrijstelling bedrijfsvoorheffing						-3.439	-5.024	-4.870	-5.013	Bijvoegsel 1 (MR 06-03-2009) + bijvoegsel 3 - reële bedragen 2009-2011 + raming voor 2012
H.78	Impact IFRS							13.810	14.112	14.528	Bijvoegsel 2
H.78	E-facturing: niet verantwoord saldo							-285			Bijvoegsel 3
H.78	Overdracht veiligheid naar aparte toelage (H.79)						-2.700	-2.759	-2.840	-2.940	Bijvoegsel 3 : -2.600 k EUR 2008
H.78	Behandeling klachten door FOD M&V (EG)nr 1371/2007						-2				Bijvoegsel 3
H.78	Overdracht Ombudsdienst naar FOD M&V										Bijvoegsel 3
H.78	Overdracht Raadgevend Comité naar FOD M&V							-1.069	-1.344	-1.344	Bijvoegsel 3
H.80	Opleiding		10.950	12.083	12.083	12.324	12.740	12.797	13.076	-35	Bijvoegsel 3
H.79	Veiligheid		7.357	9.400	9.400	19.587	20.249	22.836	23.335	24.022	Dotatie contract 2005 geïndexeerd
H.79	Veiligheid			9.400	9.400	19.587	20.249	20.338	20.782	21.394	Dotatie contract 2005 geïndexeerd + 10 Mio 2008
H.79	Veiligheid						2.700	2.700	2.759	2.810	Bijvoegsel 3 : +2.600 k EUR 2008
H.83	E-Ticketing							-202	-206	-212	Bijvoegsel 3
H.78	Financiering van nieuw rollend materieel NMBS (ter herinnering)		1.000		1.000	0				0	Bijvoegsel 3 : +7.998 courante k EUR vanaf 2013
			4.500	17.963	17.963	17.963	26.571	31.571	46.606	46.606	Conventie 07/07/2008, in courante k EUR
H.85	GEN Materieel		4.500	4.500	4.500	4.500	10.000	15.000	30.035	30.035	Continuïteit contracten 2005, in courante k EUR
H.86	Tekort TGV		0	13.463	13.463	13.463	16.571	16.571	16.571	16.571	
Totaal			1.402.164	1.472.315	1.540.429	1.556.536	1.272.486	1.347.179	1.388.693	1.430.486	

NMBS-Holding (Speciale missies)

H.85	GEN Materieel		4.500	17.963	17.963	17.963	26.571	31.571	46.606	46.606
H.86	Tekort TGV		0	13.463	13.463	13.463	16.571	16.571	16.571	16.571

III Arbeidsongevallen

	Contrats 2005			Contrats 2008				
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EUR 2005	EUR 2006	EUR 2007	EUR 2008	EUR 2009	EUR 2010	EUR 2011	EUR 2011	EUR 2012
NMBS-Holding	760	530	516	648	313	0	0	0
Totaal geactualiseerd				648	313	0	0	0
Basisdotatie				548	548	548	548	548
Actualisatie				100	-235	-548	-548	-548
(3)								
Totaal	760	530	516	648	313	0	0	0

(1) Werkelijk betaald bedrag.

(2) De kosten van het personeel van de Dienst Veiligheid en Interoperabiliteit van de Sponoewegen worden vanaf 2008 direct in mindering gebracht van de jaarlijkse exploitatiebeleging.

(3) Pro memorie; gezien de overname van het pensioenfonds door de Staat, worden de bedragen die tot 2007 werden gestort voor de pensioenen niet opgenomen.

III Investerings

a) Gewone investeringen

	Contrats 2005			Contrats 2008				
	2005 EUR	2006 EUR	2007 EUR	2008 EUR	2009 EUR	2010 EUR	2011 EUR	2012 EUR
NMBS	814.897	982.056	1.059.922	1.181.328	894.813	1.227.002	1.233.676	1.076.718
Totaal gewone investeringen	133.899	170.410	261.419	293.360	387.022	379.103	553.991	357.949
B.65 Basis				293.360	-116.000		531.913	468.605
B.65 Investeringsbesparingen 2009				719.518		-4.031		
H.69 Investeringsbesparingen 2010				-16.100		22.634		22.994
B.65 Impact IFRS								-108.069
INFRAABEL								
B.65 Besparingsmaatregelen begrotingsconclaaf eind 2011								-25.600
B.65 Besparingsmaatregelen begrotingsconclaaf eind 2011								650.318
Totaal gewone investeringen	561.798	638.936	672.577	703.418	506.877	732.284	623.916	650.318
Basis				719.518	753.994	859.597	739.409	883.731
Aftekking prioritaire projecten en alternatieve financieringen				-16.100	-47.117	-48.557	-47.588	-48.530
Investeringsbesparingen 2009								
H.69 Investeringsbesparingen 2010								
B.65 Impact IFRS								
Besparingsmaatregelen begrotingsconclaaf eind 2011								-70.724
Besparingsmaatregelen begrotingsconclaaf eind 2011								-95.000
B.65 Impact IFRS								-18.162
NMBS-Holding								
Totaal gewone investeringen	119.200	172.710	125.926	184.550	146.914	97.012	55.769	66.451
Basis				190.578	172.325	172.028	137.717	165.814
H.69 Investeringsbesparingen 2010						-1.829		
Aftekking prioritaire projecten en alternatieve financieringen				-6.028	-26.411	-59.377	-68.477	-77.085
H.73 Impact IFRS						-13.810	-13.471	-14.030
Besparingsmaatregelen begrotingsconclaaf eind 2011								-6.238

b) Prioritaire projecten en alternatieve financieringen

INFRAABEL								
H.69	0	0	0	22.128	72.528	107.934	116.065	126.625
H.78 PPS Diabolo				16.100	47.117	48.557	47.588	49.530
H.65 Modernisering As 3					9.000	8.873	9.081	9.347
H.79 PPS vergoedingen Liekenshoeksponverbinding				16.100	38.117	39.584	38.507	40.183

c) HST-investeringen NMBS

	Contrats 2005			Contrats 2008				
	2005 EUR	2006 EUR	2007 EUR	2008 EUR	2009 EUR	2010 EUR	2011 EUR	2012 EUR
NMBS-Holding								
Totaal	0	0	3.610	6.028	25.411	59.377	68.477	77.095
H.73 Modernisering As 3				1.411	5.951	13.908	21.046	28.810
H.73 Zeebrugge				3.608	15.172	35.455	32.280	25.833
H.73 Haven van Brussel				22	124	285	430	599
H.73 Parking Louvain-La-Neuve				293	1.235	2.885	4.366	6.185
H.73 Gosselies				684	2.929	6.814	10.355	14.688

d) GEN Fonds

	Contrats 2005			Contrats 2008				
	2005 EUR	2006 EUR	2007 EUR	2008 EUR	2009 EUR	2010 EUR	2011 EUR	2012 EUR
NMBS-Holding								
Totaal	1.185.316	982.056	1.274.241	1.418.881	1.189.407	1.565.545	1.574.076	1.437.444
H.66								
Totaal	370.419	0	210.709	210.709	222.066	230.609	224.335	234.101
NMBS-Holding	370.419		210.709	210.709	222.066	230.609	224.335	234.101

Algemeen totaal

	2.588.240	2.454.901	2.815.186	2.976.065	2.462.206	2.912.724	2.962.769	2.867.930
--	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

(4) Deze twee toelagen zijn omgezet in een exploitatietoelage onder een apart begrotingsartikel.

Uitsplitsing in het investeringsplan 2008-2012

Bijvoegsel 1 (MR 23-10-2008)
Begrotingsconclaaf (MR 16-10-2009)
Bijvoegsel 2
Bijvoegsel 3 : alternatieve financiering van de aankoop van nieuw rollend materieel in 2012
Bijvoegsel 3

Prioritaire projecten
= 165 + 178 + 179
Bijvoegsel 1 (MR 23-10-2008)
Begrotingsconclaaf (MR 16-10-2009)
Bijvoegsel 2
Bijvoegsel 3

Prioritaire projecten
Begrotingsconclaaf (MR 16-10-2009)
= som van H73
Bijvoegsel 2
Bijvoegsel 3

Afgetrokken van de basisdotatie van Infrabel (gezondheidsindex) + Bijvoegsel 3
Afgetrokken van de basisdotatie van Infrabel
Afgetrokken van de basisdotatie van Infrabel - Herziening van de initiële schatting (20 Mio in 2011 en 45 Mio in 2012) want pas stortingen vanaf 2013

Afgetrokken van de basisdotatie NMBS Holding : bedragen zoals voorzien in de prefinancieringscontracten
Afgetrokken van de basisdotatie NMBS Holding : bedragen zoals voorzien in de prefinancieringscontracten
Afgetrokken van de basisdotatie NMBS Holding : bedragen zoals voorzien in de prefinancieringscontracten
Afgetrokken van de basisdotatie NMBS Holding : bedragen zoals voorzien in de prefinancieringscontracten
Afgetrokken van de basisdotatie NMBS Holding : bedragen zoals voorzien in de prefinancieringscontracten

Continuiteit van de contracten 2005

Voorzien door contracten 2005

SNCB-Holding

H.78	Infrastructure	Total base 2008	164.612	186.554	193.188	201.794	205.099	217.761	222.001	228.261	Inclus les "sous-dotations" en italique
	Base		165.030	168.633	171.236	169.883	172.110	182.128	185.590	190.778	Dotations contrat 2005 indexée
	Transfert vers SNCB					174.642	180.541	181.344	185.300	190.756	Transfert neutre
	Participation certification qualité					-4.085	-4.223	-4.242	-4.335	-4.462	Forfait
	SS(ICF / STAF		-842	-574	-531	-674	-697	-700	-715	-726	Forfait
	(2)		424	188							
H.78	Exonération précompte professionnel					-3.439	-5.024	-4.870	-5.013	-5.013	Avenant 1 (CM 06-03-2009) + Avenant 3 : montants réels 2009-2011 + estimation pour 2012
H.78	Impact IFRS					13.810	13.810	14.112	14.528	14.528	Avenant 2
H.78	E-ticketing: solde non justifié					-285	-285	-2.759	-2.759	-2.759	Avenant 3
H.78	Transfert sécurité vers dotation séparée (H79)					-2.700	-2.700	-2.759	-2.759	-2.759	Avenant 3 : -2.600 k EUR 2008
H.78	Traitement des plaintes par le SPF M&T (CE) n° 1371/2007					-2	-2				Avenant 3
H.78	Transfert du Service Médiation vers le SPF M&T										Avenant 3
H.78	Transfert Comité consultatif vers SPF M&T										Avenant 3
H.80	Formation		10.950	12.083	12.083	12.324	12.740	12.797	13.076	13.461	Dotations contrat 2005 indexée
H.79	Sécurité		7.357	9.400	9.400	19.587	20.249	20.338	20.782	21.394	Dotations contrat 2005 indexée + 10 Mio 2008
	Base					19.587	20.249	20.338	20.782	21.394	Avenant 3 : +2.600 k EUR 2008
H.79	Sécurité										Avenant 3
H.79	Sécurité										Avenant 3
H.83	E-Ticketing										Avenant 3
H.78	Financement du nouveau matériel roulant SNCB (pour mémoire)			1.000	1.000	0	0	0	0	0	Avenant 3 : +7.988 k EUR courants à partir de 2013

SNCB-Holding (Missions particulières)

H.85	Matériel IRR		4.500	17.963	17.963	17.963	26.571	31.571	46.606	46.606	Convention 07/07/2008, en k EUR courants
H.86	Déficit TGV		4.500	4.500	4.500	4.500	10.000	15.000	30.035	30.035	Continuité des contrats 2005, en k EUR courants
			0	0	0	13.463	16.571	16.571	16.571	16.571	

Total

1.402.164	1.472.315	1.540.429	1.556.536	1.272.486	1.347.179	1.388.693	1.430.486
------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

III Accidents de travail

SNCB-Holding	H.84	Total actualisé	Contrats 2005			Contrats 2008					
			2005 EUR 2005	2006 EUR 2006	2007 EUR 2007	2008 EUR 2008	2009 EUR 2009	2010 EUR 2010	2011 EUR 2011	2012 EUR 2012	
		(3)	760	530	516	648	313	0	0	0	0
		Dotation de base				546	546	546	546	546	546
		Actualisation				100	-235	-548	-548	-548	-546
		(De 2005 à 2007 : réalité arrondie aux milliers €. Ce montant a été versé à SNCB-Holding mais diminué des frais de personnel des trois sociétés)									

Total

760	530	516	648	313	0	0	0
------------	------------	------------	------------	------------	----------	----------	----------

- (1) Montant réellement payé.
- (2) Les coûts du personnel du Service Sécurité et Interopérabilité des Chemins de Fer sont portés directement en diminution de la dotation d'exploitation annuelle à partir de 2008.
- (3) Pour mémoire: compte tenu de la reprise du fonds des pensions par l'Elai, les montants versés jusqu'en 2007 pour les pensions ne sont pas repris.

III Investissements**a) Investissements ordinaires**

	Contrats 2005			Contrats 2008			2012 EUR 2012	
	2005 EUR 2005	2006 EUR 2006	2007 EUR 2007	2008 EUR 2008	2009 EUR 2009	2010 EUR 2010		2011 EUR 2011
SNCB	814.897	982.056	1.059.922	1.181.328	894.813	1.227.002	1.233.676	1.076.718
Total investissements ordinaires	133.899	170.410	261.419	293.360	241.022	397.706	563.991	357.949
B.65 Base				293.360	397.022	379.103	531.913	468.605
B.65 Economie investissements 2009					-146.000	-4.031		
H.69 Economie investissements 2010						22.634	22.078	22.994
B.65 Impact IFRS								-108.050
B.65 Mesures d'économie conclave budgétaire fin 2011								-25.600
B.65 Mesures d'économie conclave budgétaire fin 2011								650.318
INFRABEL	561.798	638.936	672.577	703.418	506.877	732.284	623.916	650.318
Total investissements ordinaires	119.200	172.710	125.925	184.550	146.914	97.012	55.769	68.451
H.69 Base				190.578	172.325	172.028	137.717	165.814
H.69 Economie investissement 2010					-1.829	-1.829		-77.065
H.73 Déduction projets prioritaires et financements alternatifs				-6.028	-25.411	-59.377	-66.477	-14.030
H.73 Impact IFRS						-13.810	-13.471	-6.238
H.69 Mesures d'économie conclave budgétaire fin 2011								126.625
SNCB-Holding	0	0	0	22.128	72.528	107.934	116.065	49.530
H.69 PPP Diabolo				16.100	47.117	48.557	47.588	9.347
H.65 Modernisation Axe 3				16.100	38.117	39.584	36.507	40.183
H.73 PPP Indemnités liaison ferroviaire Liefkenshoek							0	0

b) Projets prioritaires et financements alternatifs

	Contrats 2005			Contrats 2008			2012 EUR 2012	
	2005 EUR 2005	2006 EUR 2006	2007 EUR 2007	2008 EUR 2008	2009 EUR 2009	2010 EUR 2010		2011 EUR 2011
INFRABEL	0	0	0	16.100	47.117	48.557	47.588	9.347
H.69 PPP Diabolo				16.100	38.117	39.584	36.507	40.183
H.65 Modernisation Axe 3							0	0
H.73 PPP Indemnités liaison ferroviaire Liefkenshoek								
SNCB-Holding	0	0	0	6.028	25.411	59.377	68.477	77.065
H.73 Modernisation Axe 3				1.411	5.951	13.908	21.046	29.810
H.73 Zeebrugge				3.608	15.172	35.455	32.280	25.833
H.73 Port de Bruxelles				22	124	285	430	599
H.73 Parking Louvain-La-Neuve				293	1.235	2.885	4.366	6.185
H.73 Gosseles				684	2.929	6.844	10.355	14.668
Investissements TGV SNCB	0	0	3.610	4.716	0	0	0	0
B.65 TGV			3.610	4.716				
Montant global dotations d'investissement (a + b + c)	814.897	982.056	1.063.532	1.208.172	967.341	1.334.936	1.349.741	1.203.343
INFRABEL	133.899	170.410	265.029	298.076	241.022	397.706	563.991	357.949
SNCB-Holding	561.798	638.936	672.577	719.518	553.994	780.841	671.504	699.848
Fonds RER	119.200	172.710	125.926	190.578	172.325	156.389	145.246	145.546
SNCB-Holding	370.419	0	210.709	210.709	222.066	230.609	224.335	234.101
Total	1.185.316	982.056	1.274.241	1.418.881	1.189.407	1.565.545	1.574.076	1.437.444
Total général	2.688.240	2.454.901	2.815.186	2.976.065	2.462.206	2.912.724	2.962.769	2.867.930

(4) Ces deux dotations sont converties en dotations d'exploitation, sous un article budgétaire spécifique.